

Projet Oléoduc Énergie Est de TransCanada

Mobilisation environnement Ahuntsic-Cartierville

Mémoire du Comité citoyen Mobilisation Environnement Ahuntsic-Cartierville

Déposé dans le cadre de la consultation publique de la Commission de
l'environnement de la Communauté métropolitaine de Montréal

21 Septembre 2015

TABLE DES MATIÈRES

1. ORIGINE DE L'INTERVENTION	3
2. NIVEAU LOCAL - ENVIRONNEMENT, SANTÉ ET SÉCURITÉ.....	4
2.1 ENVIRONNEMENT: Milieu naturel et protection de l'eau potable	4
2.2 SANTÉ ET SÉCURITÉ, une priorité	5
3. ENJEUX GLOBAUX.....	6
4. Énergie Est nuit à notre ÉCONOMIE	8
5. CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS.....	9

1. ORIGINE DE L'INTERVENTION

Mobilisation Environnement Ahuntsic-Cartierville est un comité citoyen qui a été formé le 22 juillet 2015. Une quinzaine de résidents de l'arrondissement ont entrepris une série d'actions pour mobiliser leurs concitoyens afin de freiner l'exploitation des sables bitumineux et le transport du pétrole via le projet d'oléoduc Énergie Est à travers le territoire du Québec. Cette initiative s'inscrit dans un mouvement grandissant d'opposition citoyenne à ce projet. Dans le contexte des élections fédérales en cours, le comité a recueilli près de 900 signatures d'électeurs de la circonscription d'Ahuntsic-Cartierville qui affirment que les enjeux environnementaux, et plus spécifiquement l'expansion des sables bitumineux, sont au cœur de leurs préoccupations et seront un facteur déterminant dans leur choix d'un candidat pour les représenter. Environ 700 de ces promesses d'engagement ont été signées lors d'activités de porte-à-porte et dans des lieux publics ce qui a permis de recueillir les craintes et opinions de nos voisins. 195 signatures ont aussi été recueillies en ligne. Le comité citoyen est non-partisan et est épaulé par l'organisme Équiterre.

Le Comité citoyen apprécie l'initiative de la Communauté métropolitaine de Montréal (CMM) de tenir une consultation publique sur le projet Énergie Est de TransCanada. Cette tribune est une opportunité pour exposer nos inquiétudes et celles des personnes de notre arrondissement rencontrées au cours des dernières semaines. Celles-ci portent sur différents aspects de ce projet et s'inscrivent tant au niveau local, arrondissement et région de Montréal, qu'au niveau plus global, Québec, Canada et planétaire. En conséquence, il est déplorable que l'entreprise TransCanada ait pris la décision de ne pas entendre les commentaires des citoyens et représentants ici présents.

2. NIVEAU LOCAL - ENVIRONNEMENT, SANTÉ ET SÉCURITÉ

2.1 ENVIRONNEMENT: Milieu naturel et protection de l'eau potable

L'arrondissement Ahuntsic-Cartierville est situé au nord de l'île de Montréal et est bordé, sur toute sa frontière nord, par la rivière des Prairies. On y retrouve deux parcs nature de la Ville de Montréal, celui de l'île de la Visitation et celui du Bois-de-Liesse qui longent la rivière et sont reliés par une piste cyclable et de nombreux parcs. Les résidents de l'arrondissement fréquentent assidûment ces milieux naturels qui recèlent une riche biodiversité et un bon nombre d'entre eux sont aussi des propriétaires riverains. Il va sans dire que la rivière des Prairies est un grand atout pour l'arrondissement et qu'elle occupe une place privilégiée dans le cœur de ses habitants. Les menaces que fait peser sur elle le projet Énergie Est inquiètent sérieusement les citoyens. En effet, selon le tracé préliminaire de TransCanada, l'oléoduc traversera la rivière des Outaouais, or 70 % des eaux de cette rivière se retrouvent dans la rivière des Prairies.

Dans des scénarios produits par la firme Savaria Experts-Conseil dans son rapport technique rédigé pour la Communauté métropolitaine de Montréal, les effets d'un déversement pourraient dégrader la qualité de l'eau des rivières, dont celle des Prairies, sur laquelle sont situées des prises d'eau de la municipalité de Montréal qui alimentent en eau potable la population¹. Un déversement aurait aussi des impacts négatifs sur les écosystèmes aquatiques et les activités de loisirs. Une conduite secondaire de l'oléoduc, qui doit permettre de transporter du pétrole jusque dans l'est de Montréal, traverserait aussi directement la rivière² selon le tracé, pas encore définitif, de TransCanada.

Une eau potable de qualité est une priorité pour les Québécois et les Québécoises comme le démontre une étude récente réalisée par des chercheurs de l'Université de Sherbrooke et de l'Université du Québec en Outaouais pour le compte de la Fondation David Suzuki. Selon les résultats obtenus, chaque ménage québécois serait disposé à verser entre 0,11 \$ et 15,39 \$ pour améliorer différentes caractéristiques environnementales de la trame bleue du Grand Montréal. L'amélioration de la qualité de l'eau arrive en tête des services pour lesquels les gens seraient prêts à investir³. De savoir que 1,1 million de barils de pétrole circuleraient quotidiennement dans le futur oléoduc et qu'une fuite de moins de 1,5 % de l'oléoduc ne serait pas détectée par le système de TransCanada⁴ engendre de vives inquiétudes pour la protection de l'eau potable et des milieux aquatiques à proximité de nos quartiers.

Montréal est une île située à une latitude qui fait en sorte que les cours d'eau qui la bordent sont gelés plusieurs mois par année. Les techniques et l'expertise sont peu développées pour intervenir en cas de fuite ou de déversement lorsque les rivières sont emprisonnées dans la glace ce qui accroît encore les dangers de contamination. À ces difficultés, s'ajoute la densité élevée du pétrole des sables bitumineux qui a pour conséquence de le faire couler plus rapidement au fond de l'eau que le pétrole classique compliquant ainsi les opérations de nettoyage. Rien pour nous rassurer quand on sait que le délai d'intervention en cas de déversement ou de fuite de pétrole est un facteur crucial pour contenir les dégâts.

2.2 SANTÉ ET SÉCURITÉ, une priorité

Selon la documentation consultée, le pétrole qui circulerait le plus dans l'oléoduc est le pétrole de bitume dilué, aussi appelé dilbit. Le diluant utilisé contient du benzène et du toluène, des produits cancérigènes selon l'Organisation mondiale de la Santé. En cas de déversement, les diluants s'évaporeront et causeront des problèmes respiratoires⁵. Bien que l'industrie pétrolière affirme que les accidents sont peu nombreux, TransCanada elle-même reconnaît que le risque zéro n'existe pas.

Dans les faits, le nombre de fuites dans les oléoducs a doublé dans la dernière décennie⁶. Un exemple bien connu est le déversement de pétrole bitumineux dans la rivière Kalamazoo au Michigan à l'été 2010, lequel déversement a entraîné des problèmes de santé, certains chroniques, chez les membres des communautés avoisinantes. Les photos et les témoignages de cet accident sont éloquentes sur les conséquences néfastes pour les sinistrés. Le rapport des autorités américaines rapporte différentes erreurs commises par la compagnie Enbridge dans la gestion du bris qui ont aggravées les impacts environnementaux du déversement⁷.

Soixante-dix municipalités le long du parcours québécois de l'oléoduc ont déjà rejeté le projet Énergie Est. Récemment, la Ville de Laval, voisine nord de notre arrondissement, s'est aussi fermement opposée au projet soulignant les risques qu'il implique pour la sécurité et la santé de ses citoyens⁸.

Finalement, le transport du pétrole par oléoduc ne stoppera pas le transport de produits pétroliers par trains. Le pétrole transporté par Énergie Est et destiné à l'exportation n'aura pas d'influence sur le trafic ferroviaire et maritime actuel qui alimente la consommation locale.

La population d'Ahuntsic-Cartierville est déjà exposée aux risques du transport de pétrole par rail puisque le CN et le CP opèrent des rails qui traversent notre arrondissement. Le projet Énergie Est ne ferait qu'ajouter des risques supplémentaires à la situation actuelle.

3. ENJEUX GLOBAUX

Lorsque les membres de notre comité échangent avec les citoyens d'Ahuntsic-Cartierville, nous constatons que nombreuses sont les personnes qui se disent inquiètes des problèmes locaux de santé et d'environnement, mais l'inquiétude est aussi grande pour les enjeux globaux, principalement les changements climatiques qui pénaliseront la qualité de vie des générations à venir. Nos enfants et petits-enfants, ainsi que les enfants des pays du Sud risquent de souffrir des décisions actuelles.

Depuis 30 ans de nombreux organismes se sont prononcés en faveur d'un changement profond du mode de production énergétique de l'humanité, et en faveur d'un abandon des énergies fossiles. Ces organismes dirigés par des personnes qui ont à cœur le bien collectif et un développement plus harmonieux de l'humanité ont pris conscience des dangers de la dégradation de l'environnement. Mentionnons ici quelques études importantes :

Le dernier rapport du GIEC de 2014 démontre de façon très forte que les humains, par leur utilisation des énergies fossiles, provoquent une augmentation de la concentration dans l'atmosphère des GES, principalement le CO₂, et que cette augmentation déstabilise le climat de la planète entière⁹.

Le rapport de la Banque Mondiale publié en 2012 intitulé « Turn down the heat », insiste quant à lui sur le fait que la limite à ne pas dépasser du 2°C nécessite de diminuer la production et l'utilisation de combustibles fossiles¹⁰.

Les rapports récents du forum d'experts intitulé : «The new Climate Economy», groupe présidé par l'ancien président du Mexique, Felipe Calderon, militent pour la décarbonisation rapide de l'économie¹¹. Il y est démontré que le changement de paradigme énergétique permettrait un développement plus harmonieux des sociétés et que l'abandon des énergies fossiles ne peut qu'être bénéfique pour toutes les populations.

Les preuves scientifiques sont maintenant bien étayées, la volonté politique est à l'œuvre dans plusieurs pays pour faire en sorte que des changements nécessaires se produisent, mais il faut constater que l'Amérique du Nord et le Canada, en particulier, tardent à participer dans le sens de ces changements. Les citoyens doivent interpeller les gouvernements pour exiger des réformes rapides et ne pas cautionner les actions qui pénaliseront l'ensemble de l'humanité pour une très longue période. Plus il y a d'investissement et de subventions favorisant le développement des sables bitumineux, moins il sera possible d'investir dans des solutions alternatives qui permettront de s'éloigner des menaces climatiques. Au Canada, plus de 2 milliards de dollars sont donnés chaque année en subventions gouvernementales pour le développement des filières du carbone, cet argent devrait être dirigé vers d'autres approches.

La construction de l'oléoduc Énergie Est peut prendre de 3 à 4 ans, mais sa durée de vie utile peut être de 40 à 50 ans. Les 1,1 million de barils transportés quotidiennement représentent une quantité énorme de CO₂ généré sur cette durée et ce gaz restera dans l'atmosphère pour plus d'une centaine d'années, ce qui représente un héritage que le Québec ne doit pas endosser. À cela s'ajoute le fait que chaque baril de pétrole des sables bitumineux produit en Alberta nécessite l'équivalent énergétique de ¼ de baril de pétrole pour le produire et donc du CO₂ supplémentaire émis à la source.

La Ville de Montréal a publié en 2013 son «Plan de réduction des GES pour la période 2013-2020» dans lequel elle annonce une cible envisagée de réduction des émissions en 2020 de 22 % par rapport à 1990, ce qui est une excellente chose¹².

Affirmant que la lutte contre les changements climatiques est une «*priorité*» pour Québec, le gouvernement Couillard a annoncé jeudi le 17 septembre qu'il espère réduire de 37,5 % les émissions de gaz à effet de serre (GES) de la province d'ici 2030, par rapport à 1990¹³. De plus, lors du Sommet des Amériques sur le climat à Toronto en juillet dernier, le premier ministre du Québec s'est engagé à réduire les émissions de (GES) de la province de 80 à 95% d'ici 2050. C'est également très souhaitable.

Les émissions totales de gaz à effet de serre du Canada en 2013 s'élevaient à 726 mégatonnes (Mt) d'équivalent en CO₂, soit 18 % au-dessus des émissions de 1990, qui étaient de 613 Mt¹⁴. La croissance des émissions du Canada entre 1990 et 2013 est principalement attribuable à l'augmentation des émissions des industries de combustibles fossiles et des transports.

En décembre 2009, le Canada a signé l'Accord de Copenhague, par lequel il s'est engagé à ramener ses émissions de gaz à effet de serre à 17 % sous le niveau de 2005 d'ici 2020.

Mais pour que ces bonnes intentions deviennent réalité, il est essentiel que la cohérence soit le maître mot dans le dossier des GES. Les cibles annoncées doivent entraîner un ensemble de décisions qui permettent de les atteindre tout en faisant en sorte que chaque décision qui va à l'encontre de ces cibles ne puisse pas avoir d'impact important à long terme. Un oléoduc ne correspond pas à ce critère, d'autant plus que c'est un pétrole bitumineux qu'il transporte. L'investissement énorme qu'il nécessite, de l'ordre de 12 milliards¹⁵, ne peut être rentabilisé que sur une très longue période et imposera un fardeau gigantesque en termes d'émissions de GES. Cet investissement fera en sorte de pénaliser le développement des filières énergétiques renouvelables. De plus, il est absurde de se dire non responsable du CO₂ qui sera émis dans l'atmosphère lors de la combustion du pétrole qui aura transité par l'oléoduc traversant le Québec. Sur une base éthique, contribuer passivement à l'utilisation accrue d'un pétrole très polluant nous rend solidairement responsable de son impact sur l'environnement.

4. Énergie Est nuit à notre ÉCONOMIE

La 'maladie hollandaise' est un phénomène économique qui décrit la relation directe entre le déclin de l'industrie manufacturière locale et l'exploitation de ressources naturelles. Ce terme apparaît pendant les années 1960 quand les revenus commerciaux des Pays-Bas ont augmenté considérablement à la suite de la découverte de grands gisements de gaz naturel. L'accroissement des recettes d'exportations a entraîné l'appréciation de la devise hollandaise, ce qui finit par nuire à la compétitivité des exportations de produits manufacturés du pays. C'est ce qui s'est passé au Canada entre les années 2000 et 2013, alors que la production de pétrole de l'Ouest a graduellement augmenté, ce qui a fait augmenter la valeur du dollar sur les marchés et en conséquence a nui grandement aux exportations de produits manufacturés provenant de l'Ontario et du Québec. Même si la diminution du prix du pétrole depuis 2013 a fait chuter le dollar canadien, cette situation risque de ne pas durer et de laisser place à nouveau à une hausse des prix du pétrole. La Belle Province serait donc partie prenante de son déclin économique en acceptant le passage de l'oléoduc Énergie Est, car une fois construit, ce tuyau sera très difficile à bloquer, et cela pour une très longue période. Ce n'est pas l'avenir que l'on souhaite pour le développement du Québec.

De plus, si la conférence de Paris qui doit débuter le 30 novembre prochain permet de mettre en place des mécanismes de pénalisation pour la production d'énergie fossile, le Canada et le Québec seront désavantagés pour longtemps en ayant favorisé le développement de formes d'énergie à fort impact négatif sur l'environnement et décriées sur la scène internationale. Le résultat en sera un plus grand isolement.

5. CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

Un large mouvement de comités citoyens, de municipalités et d'organisations environnementales s'organise et s'élargit au Québec et ailleurs pour contrer le projet Énergie Est. Mobilisation Environnement Ahuntsic-Cartierville joint sa voix à ce mouvement et constate que plus les citoyens sont informés sur les enjeux locaux et globaux de ce projet, plus leur opposition y est vive.

Ainsi le comité citoyen :

Considère que le passage de l'oléoduc Énergie Est sur le territoire du grand Montréal et du Québec n'apporte que danger pour la santé de la population et des écosystèmes et s'oppose fermement à sa construction.

Considère que la fréquence des trains transportant le pétrole de l'Ouest devrait être limitée à l'avenir pour ne pas mettre plus en danger les milieux de vie du quartier.

Considère que le Québec n'a rien à gagner sur le plan économique au passage de l'oléoduc, mais risque de perdre beaucoup sur le long terme. La crédibilité du Québec comme lieu de production d'énergie verte sera entachée par cette autoroute de pollution.

Propose que les gouvernements accentuent le mouvement de décarbonisation de l'économie et mettent en place des politiques favorisant les énergies renouvelables, les transports collectifs et l'économie d'énergie. Avant d'être autorisé, le projet Énergie Est, et tout autre projet, devrait être évalué en cohérence avec les cibles de réduction de GES arrêtées par les différents paliers de gouvernement.

Pour la protection de la rivière des Prairies et des 256 cours d'eau à risque au Québec et pour de véritables engagements envers le climat, nous disons NON au projet Énergie Est de TransCanda.

RÉFÉRENCES

¹ Mise en service de l'oléoduc Énergie Est de TransCanada, Savaria Experts-Conseils
http://cmm.qc.ca/fileadmin/user_upload/documents/20150514_oleoduc-energie-est_rapport.pdf

² Le pipeline Énergie Est traverserait 256 cours d'eau du Québec, Le Devoir
<http://www.ledevoir.com/environnement/actualites-sur-l-environnement/442707/le-pipeline-energie-est-traverserait-256cours-d-eau-du-quebec>

³ La valeur économique de la trame et ceinture bleue du Grand Montréal, Fondation David Suzuki
<http://davidsuzuki.org/fr/publications/rapports/2015/la-valeur-economique-de-la-ceinture-et-trame-bleue-du-grand-montreal/>

⁴ 2,5 millions de litres de pétrole, Steven Guilbeaut, Journal métro
<http://journalmetro.com/opinions/la-vie-en-vert/713187/25-millions-de-litres-de-petrole/>

⁵ L'impact des pipelines servant au transport du pétrole issu des sables bitumineux sur les communautés et sur les paysages de l'Est du Canada et de la Nouvelle-Angleterre, Equiterre
http://www.equiterre.org/sites/fichiers/trailbreaker_24avril_2012_0.pdf

⁶ Pipeline safety incident rate doubled in past decade, CBC
<http://www.cbc.ca/news/pipeline-safety-incident-rate-doubled-in-past-decade-1.2251771>

⁷ Conduite à risque, Radio-Canada
<http://ici.radio-canada.ca/special/enquete/pipeline9B/#p2>

⁸ Laval lance un non catégorique au projet Énergie Est, Le Devoir
<http://www.ledevoir.com/environnement/actualites-sur-l-environnement/449858/laval-lance-un-non-categorique-au-projet-energie-est>

⁹ Site Web : Intergovernmental panel on climate change
https://www.ipcc.ch/home_languages_main_french.shtml

¹⁰ A Report for the World Bank by the Potsdam Institute for Climate Impact Research and Climate Analytics; novembre 2012

¹¹ The Global Commission on the Economy and Climate
<http://newclimateeconomy.net/>

¹² Plan de réduction des émissions de gaz à effet de serre de la collectivité montréalaise 2014-2020
http://ville.montreal.qc.ca/portal/page?_pageid=7237,75083582&_dad=portal&_schema=PORTAL

¹³ Québec propose une cible ambitieuse de réduction des GES, Le Devoir
<http://www.ledevoir.com/environnement/actualites-sur-l-environnement/450319/quebec-propose-une-cible-ambitieuse-de-reduction-des-ges>

¹⁴ Environnement Canada
<https://www.ec.gc.ca/indicateurs-indicators/default.asp?lang=fr&n=18F3BB9C-1>

¹⁵ Transcanada
<http://www.transcanada.com/news-releases-article.html?id=2758484&t=manual>